



PREFET DES HAUTS DE SEINE

Arrêté DRE n°2014-136 du 2 juillet 2014 prescrivant à la société MGF Logistique SOA Gennevilliers des prescriptions techniques complémentaires concernant les modalités de stockage des cellules 7, 10 et 11 localisées dans les entrepôts situés au 28, route du bassin n°6 à GENNEVILLIERS.



LE PREFET DES HAUTS DE SEINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'environnement, partie législative et partie réglementaire, et notamment l'article L 511-1 et les articles R 512-31, R-512- 39 et R 512-52,

VU le décret du 9 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Christian POUGET, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine (classe fonctionnelle II),

VU le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

VU l'arrêté MCI n°2013-76 du 11 novembre 2013 portant délégation de signature à M. Christian POUGET, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu le Code de l'environnement, partie législative et partie réglementaire, et notamment l'article L 511-1 et les articles R 512-31, R-512- 39 et R 512-52,

Vu l'arrêté en date du 26 septembre 2012 réglementant les entrepôts de la société MGF LOGISTIQUE SOA-GENNEVILLIERS (anciennement MAGASINS GENERAUX DE France) situés au 28, route du bassin n°6 à Gennevilliers,

Vu l'arrêté en date du 12 mars 2014 prescrivant à la société MGF LOGISTIQUE SOA-GENNEVILLIERS de nouvelles conditions d'exploitation concernant les modalités de stockage des cellules 6 et 6 bis localisées dans les entrepôts situés au 28, route du bassin n°6 à Gennevilliers,

Vu le courrier de la société MGF LOGISTIQUE SOA-GENNEVILLIERS en date du 7 avril 2014 présentant un projet qui consiste à faire évoluer les modalités de stockage dans les cellules 7, 10 et 11 par :

- l'ajout de mezzanine,

- la modification de la structure des cellules avec ajout de flocage coupe-feu 2 heures sur le mur côté nord et sur la toiture de la cellule 7,

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement (DRIEE) en date du 15 mai 2013 :

- qui émet un avis favorable aux modifications envisagées dans les conditions d'exploitation du site, qui ne présentent pas un caractère substantiel mais nécessitent la mise à jour des dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2012,

- qui propose d'acter les changements envisagés sur le site, par de nouvelles prescriptions techniques, par voie d'arrêté complémentaire pris en application de l'Article R 512-52 du code de l'environnement.

Vu la lettre en date du 28 mai 2014 notifiée le 4 juin 2014, informant le directeur de la société MGF LOGISTIQUE SOA-GENNEVILLIERS des propositions formulées par Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement et de la faculté qui lui était réservée d'être entendu par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

Vu l'avis du CODERST, en date du 10 juin 2013,

Vu la lettre en date du 11 juin 2014 à la société MGF LOGISTIQUE SOA-GENNEVILLIERS, lui communiquant un projet d'arrêté établi selon l'avis émis par le CODERST et lui donnant 15 jours afin de pouvoir présenter d'éventuelles observations,

Vu l'absence de remarques,

Considérant que les modifications du site n'entraînent pas de changement des quantités stockées sur le site et ne conduisent donc pas à une modification substantielle des activités au sens de l'article R512-33 du code de l'environnement,

Considérant que la prescription de nouvelles conditions d'exploitation imposées au représentant de la société MGF LOGISTIQUE SOA-GENNEVILLIERS concernant l'exploitation des entrepôts permettra d'intégrer et de prendre en compte les derniers changements apportés à ce site et de garantir les dispositions prévues par l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

A R R E T E

ARTICLE 1 - Dispositions générales

Les dispositions du présent arrêté complémentaire, prises en application des articles R. 512-46-22, R. 512-46-23 et L. 512-7-5 du code de l'environnement, sont applicables à la société MGF Logistique SOA Gennevilliers dont le siège social est situé ZI d'Epluches – Rue des Préaux - 95310 Saint-Ouen l'Aumône qui est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2012, à exploiter les entrepôts situés à Gennevilliers, au 28, route du bassin n°6.

ARTICLE 2 - Dispositions abrogées, modifiées ou complétées

Les prescriptions suivantes sont modifiées, supprimées ou complétées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Thème	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
26 septembre 2012	Article 8-3-1	Dispositions constructives applicables aux Bâtiments 2 à 7	Modifiées et remplacées par l'article 3
26 septembre 2012	Article 8-4-2	Stockages - dispositions applicables aux Bâtiments 8-9-10-11-12	Modifiées et remplacées par l'article 4

ARTICLE 3 :

L'article 8-3-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 septembre 2012 est remplacé par l'article suivant :

« Le-mur commun-entre les cellules 3 et 5 est coupe-feu de degré 2 heures au moins.

Le mur commun entre les cellules 7 et 6bis est coupe-feu de degré 2 heures au moins. Le retour en toiture au niveau de la séparation entre les cellules 6bis et 7 est coupe-feu de degré deux heures sur une longueur de 4 mètres.

Le mur Ouest de la cellule 7 est coupe-feu de degré 2heures sur une hauteur de 9 mètres.

Le mur Nord de la cellule 7 est coupe-feu de degré 2 heures sur une hauteur de 9 mètres.

Le mur Nord des cellules 6 et 6bis est coupe-feu de degré 2 heures sur une hauteur de 9,20mètres.

Le mur Est de la cellule 6 est coupe-feu de degré 2 heures.

Le retour en toiture des cellules 6 et 6bis est coupe-feu de degré deux heures sur une longueur de 4mètres côté Nord et 1 m côté Est.

Le retour en toiture de la cellule 7 est coupe-feu de degré deux heures sur une longueur de 4 mètres côté Nord.

Le sol des cellules de stockage est étanche et incombustible.

La mise en place de deux mezzanines est autorisée dans le cellule 6 sous réserve que les conditions suivantes soient respectées :

- Nord de la cellule : Mezzanine d'une surface de 528 m², trois niveaux, hauteur de stockage de 7m
- Sud de la cellule : Mezzanine d'une surface de 800m², deux niveaux, hauteur de stockage de 5,60m
- stockage limité aux matières ou produits combustibles. Tout stockage de produits inflammables y est interdit.

La mise en place d'une mezzanine est autorisée dans la cellule 7 sous réserve que les conditions suivantes soient respectées :

- Partie Nord de la cellule : Mezzanine d'une surface de 1250m², trois niveaux, hauteur de stockage 6,60m, largeur 25m.
- Partie Sud de la cellule : stockage en casier ou suspendus d'une hauteur maximale de 2m sur 25m
- stockage limité aux matières ou produits combustibles. Tout stockage de produits inflammables y est interdit.

Les mezzanines sont pourvus de caillebotis ajourés à plus de 80 % sur à minima 2 % de la surface de chaque niveau. »

ARTICLE 4 :

L'article 8-4-2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 septembre 2012 est remplacé par l'article suivant :

« Article 8.4.2. stockages

Les cellules 10, 11 sont réservées au stockage de matières combustibles.

Le stockage de liquides inflammables est autorisé dans les cellules 9 avant, 9 arrière ou arrière.

Le stockage de banquettes (rubrique 2663-1-c) est autorisé dans la cellule 9 avant ou dans la cellule 12 dans la limite de 1978m³.

Le stockage de solides facilement inflammables, est autorisé dans les cellules 8 arrière ou 9 arrière dans la limite de 22 tonnes.

Le stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés est autorisé dans les cellules 8 arrière ou 9 arrière dans la limite de 22 tonnes.

Le stockage de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement est autorisé dans la cellule 9 arrière dans la limite de 0,36 tonnes pour les produits très toxiques et 0,42 tonnes pour les produits toxiques.

Le stockage de gaz inflammables liquéfiés en réservoirs manufacturés (générateurs d'aérosols) est réalisé dans un local séparé et dédié ou dans une zone grillagée sur tout le pourtour du stockage afin de limiter les projections en cas d'incendie.

Le stockage de liquides inflammables ou solides facilement inflammables ne peut être réalisé simultanément dans la même cellule que le stockage de générateurs d'aérosols et de produits dangereux pour l'environnement.

L'inspection des Installations classées peut demander à tout moment des informations sur la nature et l'importance des stockages effectués.

Pour les cellules 11 et 12, une zone de 10 m de largeur au Sud du bâtiment est réservée au chargement/ déchargement. Cette zone n'est pas utilisée pour le stockage permanent de produits, en particulier, cette zone est vide de tout produit combustible en dehors des périodes d'exploitation.

La mise en place de mezzanines est autorisée dans les cellules 10 et 11 sous réserve que les conditions suivantes soient respectées :

- Cellule 10 : Mezzanine d'une surface de 160 m², deux niveaux, hauteur de stockage de 5m ;
- Cellule 11 : Mezzanine d'une surface de 750 m², deux niveaux, hauteur de stockage de 5m.

Les mezzanines sont pourvus de caillebotis ajourés à plus de 80 % sur à minima 2 % de la surface de chaque niveau. »

ARTICLE 5 :

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.

- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre, de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, Grande Arche – Tour Pascal A et B – 92055 – La DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

ARTICLE 6 : PUBLICITE

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société MGF LOGISTIQUE SOA-GENNEVILLIERS.
- d'autre part, à la Mairie de Gennevilliers au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

ARTICLE 7 : EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
Monsieur le Maire de Gennevilliers,
Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile de France, Monsieur l'Inspecteur Général, Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté,

Nanterre, le 2 juillet 2014

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Chargé de mission pour
le développement économique et social
et le développement durable

Pierre LODDE